

---

## L'antibiorésistance en France, du risque à la menace pour la santé publique

Analyse d'un processus inachevé de constitution d'un problème public

*Antimicrobial Resistance in France, from Risk to Fear. The unachieved Process of Constitution of a Public Problem*

Jocelyne Arquembourg

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10400>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10400

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 29-47

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Jocelyne Arquembourg, « L'antibiorésistance en France, du risque à la menace pour la santé publique », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 31 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10400> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10400>

---

Tous droits réservés

JOCELYNE ARQUEMBOURG

Communication, informations, médias

Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3

F-75005

jocekyne.arquembourg@orange.fr

## L'ANTIBIORÉSISTANCE EN FRANCE, DU RISQUE À LA MENACE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ANALYSE D'UN PROCESSUS INACHEVÉ DE CONSTITUTION D'UN PROBLÈME PUBLIC

**Résumé.** — La résistance des bactéries aux antibiotiques est un phénomène biologique que les médias français évoquent dès les années 40, en France. Pour autant, cette menace peine à se constituer en problème public pour des raisons qui méritent l'analyse. L'étude d'un corpus d'articles extraits du *Monde*, de 1948 à 2012, permet de distinguer trois périodes au cours desquelles le problème se reconfigure : la période héroïque (1948-1966) ; celle où s'expriment des critiques à l'égard de l'usage des antibiotiques dans l'élevage (1966-1990) ; la période la plus récente enfin, pendant laquelle on assiste à la mise en œuvre de plans d'action gouvernementaux, mais où le problème se fragmente et souffre d'un manque de visibilité (1990-2012). Ces trois moments participent d'un processus de constitution d'un problème public encore inachevé.

**Mots clés.** — antibiorésistance, antibiotiques, problèmes publics, information et communication en santé publique

En France, la résistance bactérienne aux antibiotiques n'est devenue un objet d'attention requérant l'intervention des pouvoirs publics qu'à partir des années 2000. Jusque-là, c'était un phénomène biologique connu du monde médical depuis la découverte des antibiotiques qui constituait un risque potentiel, mais ne devait produire ses effets néfastes que dans la mesure où leur usage serait désordonné ou excessif. De 1945 à 2000, il a semblé que ce risque pouvait être contenu par des pratiques raisonnées. Parallèlement, dès les années 60, des signaux d'alerte ont été envoyés par divers acteurs scientifiques, politiques ou sociaux, sans que cela ait eu pour effet d'orienter l'action des pouvoirs publics. Ce n'est qu'à partir du lancement du premier plan antibiotique et de la campagne de 2002 que cette question apparaît véritablement dans la sphère publique, parce qu'elle fait l'objet d'une campagne qui la dote d'une visibilité nouvelle et parce qu'elle devient un enjeu pour les pouvoirs publics. On observe que, à ce stade, ce phénomène satisfait deux critères qui contribuent à le constituer en problème public : sa visibilité publique corrélée à une demande d'action publique (Cefai, 1996). Il reste un troisième critère qui renvoie à l'existence de publics dont l'engagement transforme un problème en cause, ce qui fut le cas, par exemple, pour l'alcoolisme aux États-Unis, l'avortement, les abus sexuels sur mineurs ou, plus récemment, les accidents de la route en France. Dans chacun de ces exemples, on retrouve l'existence de lanceurs d'alerte, d'associations de victimes (Chateauraynaud, Torny, 1999) ou de croisades symboliques mobilisées par un problème (Gusfield, 1996), et surtout de porteurs de cause. Or, si à partir des années 2000, la résistance des bactéries aux antibiotiques figure bien comme un problème de santé publique dans les médias français, on ne peut pas dire qu'elle soit pour autant constituée en problème public à part entière, satisfaisant ces trois critères à la fois.

Parallèlement, sur le plan international, d'autres pays d'Europe se souciaient davantage de cette question (les pays scandinaves, les Pays-Bas, le Royaume-Uni) et, en avril 2014, le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lançait un cri d'alarme : l'antibiorésistance y est désignée comme « une menace majeure » (« *a major threat* ») comparable au terrorisme. Peu médiatisée, la sortie de ce rapport n'a pas soulevé de réactions particulièrement notables en France. Certes, depuis les années 70, quoique de manière ponctuelle, des partis politiques, des scientifiques, des émissions de radio ou de télévision, des articles dans la presse écrite, des associations de consommateurs, ont cherché à attirer l'attention sur ce problème. Néanmoins, ces tentatives n'ont pas réussi à susciter l'émergence d'un public actif au sens de John Dewey (1927), ni à inscrire durablement l'antibiorésistance à l'agenda d'aucun gouvernement.

C'est ce hiatus entre un phénomène scientifique unanimement reconnu, en France comme ailleurs, comme constituant une menace importante pour la santé publique et l'absence d'un public capable de le porter en termes de droits et de demande d'action publique, tout comme le manque d'efficacité des responsables politiques, qui interpelle. De manière plus générale, cette recherche s'inscrit dans un cadre théorique pragmatiste dont l'objet est de « faire en sorte que l'étude des problèmes sociaux

s'intéresse plus à la manière dont les mouvements et institutions influencent et sont influencés par les interprétations, discours et symboles qui conduisent à percevoir une situation comme un problème social. C'est un appel à voir les "problèmes sociaux" comme un processus de désignation et non seulement comme la reconnaissance d'une situation donnée » (Gusfield, 1996 : 30)<sup>1</sup>.

L'un des fils conducteurs de cette recherche concerne précisément les processus de désignation. Il n'est pas anodin de constater que, pendant longtemps, le problème qui nous occupe a été désigné par un syntagme nominal : *la résistance des bactéries aux antibiotiques*, référant avant tout à un phénomène biologique. La dénomination *antibiorésistance* – comme problème social et non plus seulement médical, sur le modèle anglo-saxon de l'expression *antimicrobial resistance* ou *antibioresistance* (AMR) – n'apparaît que très tardivement. L'évolution de ces désignations orientera notre étude qui, dans le cadre d'une recherche collective sur l'antibiorésistance, croise une approche pragmatiste des problèmes publics comme « processus de désignation », et non seulement comme « reconnaissance d'une situation » objective donnée (*ibid.*), avec une réflexion sur les dénominations et désignations issue de l'analyse de discours (Kleiber, 1984). Cette double perspective s'inspire aussi des travaux de Jean Widmer (2010) et prend en compte la manière dont les catégorisations projettent des programmes d'action.

Afin d'appréhender cette problématique, les médias, particulièrement la presse écrite, apparaissent comme un lieu où se sont inscrits sur le long terme des discours et des récits qui peuvent l'éclairer. Lieu qui porte trace des scènes où interviennent des acteurs, où s'échangent leurs prises de parole ; lieu où se croisent deux récits, celui de l'épopée des antibiotiques et celui de la mise à jour des conséquences de l'antibiorésistance ; lieu, enfin, qui donne à voir la multiplicité des protagonistes de ces intrigues et les lignes de fracture expliquant en partie pourquoi le problème n'a jamais pu être configuré en tant que tel, comme un problème unifié. Scène d'apparition, où s'impriment des instantanés successifs de la configuration d'un problème social, où se donnent à voir et à entendre les acteurs qui y ont accès et les discours qui font autorité. Les médias, la presse écrite en particulier, ouvrent un espace de visibilité et de circulation à ce que Joseph Gusfield désigne comme des *interprétations* activées par une *autorité culturelle*. Ainsi *Le Monde* figure-t-il comme un de ces lieux d'inscription possibles où l'analyse peut se déployer sur le long terme. Il en est d'autres. Les antibiotiques ayant été l'un des enjeux de la compétition à laquelle se sont livrés les pays de l'Ouest et de l'Est pendant la Guerre froide, l'étude du traitement de ces questions par *L'Humanité* présente un intérêt évident. De même, dès les années 70, des journaux comme *La Gueule ouverte*, *Le Sauvage* ou *La Hulotte* peuvent témoigner de l'engagement des mouvements écologistes dans la dénonciation des usages abusifs des antibiotiques – notamment dans

<sup>1</sup> « To move the study of social problems closer to the study of how movements and institutions affect and are affected by the interpretations, the language, and the symbols that constitute seeing a situation as a social problem. It is a plea to see "social problems" as a process of designation and not only a recognition of a given situation » (trad. de l'américain par R. Hahusseau).

l'agriculture intensive – ainsi que de leurs retombées sur l'environnement. Comme celle des revues vétérinaires, l'étude de ces journaux s'inscrit dans un programme de recherche à venir. L'analyse qui suit porte sur le quotidien *Le Monde* de 1948 à 2012 à partir d'un corpus de quelques 2 000 articles collectés à partir des mots clés *antibiotiques* et *antibiorésistance* et issus de la rubrique « Santé ». Dans un premier temps, elle a produit un découpage en trois périodes qui correspondent à l'émergence d'un certain type d'*interprétation*, perceptible à travers la fréquence de discours récurrents sur les antibiotiques ou sur l'antibiorésistance. Chacune de ces périodes a ensuite été étudiée de manière plus approfondie afin d'observer comment les discours sur l'antibiorésistance se frayaient une voie et s'articulaient à ceux traitant des bienfaits des antibiotiques, et quelles étaient les désignations et dénominations en usage. À travers quelles formes narratives se racontaient les exploits des antibiotiques et les menaces dues à l'antibiorésistance ? Enfin, qui était porteur de ces différents discours et faisait autorité en la matière ?

Toute périodisation comporte une part d'arbitraire, et celle-ci n'échappe pas à la règle. Ce qui est particulier dans le cas présent est que les périodes ne se succèdent pas, mais tendent à se recouvrir en formant une sorte de feuilleté. Ainsi les discours sur la toute-puissance des antibiotiques perdurent-ils depuis leur découverte et restent d'actualité. De son côté, la résistance des bactéries n'est pas un phénomène découvert dans un second temps, et elle est présente comme un objet de préoccupation pour le corps médical dès le début de notre corpus. En revanche, ce souci apparaît d'abord en mode mineur, pour devenir, avec le temps, un objet récurrent d'attention commune. D'une certaine manière, les thèmes qui fournissent les titres de chaque période correspondent à des cadres d'interprétation qui deviennent dominants à un moment donné soit parce qu'ils sont portés par des acteurs qui font autorité, soit parce qu'ils émergent de discours récurrents et redondants. Le fait que leur prégnance diminue au cours de la période suivante ne signifie pas qu'ils disparaissent tout à fait.

## L'épopée des antibiotiques (1948-1966)

Les années 1946-1966 figurent comme une période que l'on peut qualifier d'héroïque. Généralement, on a aujourd'hui perdu le souvenir de la quantité de récits journalistiques qui ressassaient à l'envi la découverte de la pénicilline et les exploits accomplis par les antibiotiques. La fin de la Seconde Guerre mondiale est particulièrement propice à la dissémination de tels récits qui célèbrent le rôle décisif des antibiotiques dans le traitement des blessés sur les champs de bataille et les figures des premiers « découvreurs » (principalement Alexander Fleming et Ernst B. Chain) s'y dessinent comme celles de héros des temps modernes. En 1955, la mort d'Alexander Fleming est l'occasion de réciter une fois de plus ces exploits épiques. Selon la formule de Bernard Lafay, alors ministre de la Santé publique et de la Population, dans son hommage au grand homme, « rappeler

l'œuvre et la personnalité de A. Fleming, c'est aussi revivre l'époque héroïque qui est l'honneur de notre temps » (14/03/1955). Évoquant la découverte de 1928, il ajoute que « c'est une date qui mériterait d'être retenue comme l'une des plus fameuses de l'histoire du monde ». De fait, on ne compte pas les récits portés par les journalistes du *Monde* qui obéissent tous à un schéma narratif commun et reconfigurent l'histoire de l'humanité sur le modèle suivant :

- hier : le passé est évoqué comme une période de crainte au cours de laquelle les individus étaient menacés par des infections multiples aux conséquences généralement mortelles. Ces infections concernaient tous les domaines de l'existence et limitaient considérablement l'espérance de vie des sujets. Dans un article intitulé « Cinquante ans de conquêtes médicales » (07/12/1955), on trouve cette formule emblématique de la plupart des articles historico-scientifiques du même type : « Les hommes vivaient hier encore, dans la crainte des infections pemicieuses, des épidémies massives et meurtrières qui décimaient des millions d'individus » ;
- aujourd'hui : le présent est souvent décrit comme « l'ère des antibiotiques ». Ces médicaments rendent « curables » des maladies autrefois mortelles. À propos de la méningite tuberculeuse, un article du 4 juin 1954, observe que « la maladie aujourd'hui curable, était toujours mortelle avant la découverte des antibiotiques ». De nombreux articles soulignent aussi que ce médicament miracle a joué un rôle essentiel dans l'allongement de l'espérance de vie des individus. Ce critère fournit un repère important pour le découpage historique et narratif des périodes réparties autour de « l'événement antibiotique ». Ainsi peut-on dire que ces récits font apparaître la découverte des antibiotiques et son exploitation médico-industrielle comme un événement à part entière (Arquembourg, 2011). Elle crée une rupture dans un ordre des choses, reconfigure le passé et le futur. À la lumière de cette découverte, le passé apparaît comme un période obscure et menaçante, alors qu'elle ouvre pour l'avenir des possibles lumineux semblant infinis. De cette manière, l'événement réorganise un « champ d'expérience » et des « horizons d'attente » à la fois individuels et collectifs (Koselleck, 1988) et il est d'autant plus bouleversant qu'il s'est produit de manière imprévisible, presque « par erreur ». La puissance du retournement scientifique opéré par cette « surprise » est d'autant plus forte, d'autant plus troublante. Ainsi la découverte des antibiotiques se pare-t-elle des vertus qui la rapprochent d'un « miracle ». Surtout, elle soulève des espoirs qui semblent sans limites que ce soit dans les possibles ou dans le temps ;
- demain : car il n'y a pas de raison pour que cela s'arrête. La découverte de la pénicilline apparaît comme un événement fondateur ouvrant la voie à la perpétuelle mise au jour de nouveaux antibiotiques. Ainsi *Le Monde* salue-t-il régulièrement la découverte de nouveaux antibiotiques : l'isoniazide, la magnamycine, la tetracycline ou la naissance des antibiotiques de synthèse. Parfois, la mise sur le marché de nouveaux antibiotiques fait l'objet d'effets d'annonce et soulève de nouveaux espoirs. Tout cela est ponctué par l'attribution de récompenses prestigieuses, comme le prix Nobel de médecine à Selman Walksman en 1952 pour la découverte de la streptomycine.

Cette temporalisation systématique fournit ce que l'on pourrait appeler une *matrice narrative* dans laquelle prend place tout nouvel événement ou fait lié aux antibiotiques, voire à la médecine d'une façon plus générale. Car, à l'ère des antibiotiques, les perspectives de la médecine se trouvent profondément transformées. Désormais, des pratiques dont les chances de succès étaient jusque-là limitées ou qui présentaient des risques infectieux importants – notamment dans le domaine opératoire – peuvent être accomplies avec des résultats satisfaisants. Autour des antibiotiques, une histoire de la médecine est reconfigurée qui obéit à une courbe ascendante et dynamisée par un progrès illimité. Cette matrice narrative donne naissance à des formes variées qui vont d'une multitude d'articles développant l'histoire et les progrès de la médecine à des formules qui la convoquent de manière implicite.

Pourtant, l'antibiorésistance est connue depuis la découverte de la pénicilline ; ce n'est donc pas une découverte qui aurait eu lieu dans un second temps. De plus, elle est publiquement évoquée à diverses reprises dans les médias par Alexander Fleming lui-même ou par d'autres « découvreurs » d'antibiotiques. La résistance des bactéries fait partie d'un savoir socialement disponible au moins dès les années 40. Il est donc d'autant plus troublant de constater l'aveuglement persistant dont elle a fait l'objet.

En 1948, l'Académie septentrionale reçoit Alexander Fleming à l'École du Louvre. À cette occasion, celui-ci accorde un entretien au *Monde* qui rapporte ses propos :

« Le risque que les bactéries actuellement sensibles à l'action de la pénicilline deviennent résistantes est loin d'être imminent, nous-a-t-il dit. L'essentiel est d'utiliser des doses suffisantes. Ce sont les petites doses qui, n'étant pas rapidement actives, habituent les micro-organismes au principe antibiotique et font naître chez eux des réactions d'autodéfense » (26/04/1948).

Les termes employés par l'illustre savant condensent les croyances généralement partagées à l'époque par la communauté des chercheurs et qui sont relayées par les médias à l'intention d'un public plus large. La résistance des bactéries aux antibiotiques y apparaît comme un *risque*, non comme un fait avéré, c'est-à-dire qu'il s'agit là non pas d'un phénomène observé, mais de la généralisation potentielle d'un mécanisme biologique, consécutive à un mésusage des antibiotiques qui se développe très vite dès cette époque. Ce risque n'est pas *imminent*, et dépendrait des *doses* utilisées. En clair, cette question n'est pas d'actualité ; potentiellement, elle peut le devenir, mais reste maîtrisable. Le présent semble protégé de ce « risque », qui peut être enrayé par une pratique médicale raisonnée, non pas en termes de tout ou rien, mais en termes de dosage. Reformulée par le titre de l'article, cette inquiétude un peu vague devient : « La pénicilline sera encore longtemps efficace ». Ainsi l'émergence d'un risque futur est-elle retournée par le discours journalistique en réassurance à l'égard du présent.

En 1954, de passage à Paris, Alexander Fleming est à nouveau interrogé par des journalistes du *Monde* (01/11/1954) :

« Interrogé sur la résistance des microbes aux antibiotiques, qui préoccupe beaucoup, on le sait, le monde scientifique, Sir Alexander Fleming a déclaré notamment : "Dès le début, on a pensé que cela arriverait, mais au bout de 10 ans, la situation n'est pas si mauvaise... Les antibiotiques sont restés pourtant des armes très puissantes, sauf contre les staphylocoques, le plus résistant de tous les microbes" ».

Dans un grand nombre d'autres discours contemporains, on retrouve des éléments qui figurent dans une déclaration dont on peut considérer que, à l'époque, elle faisait autorité. La métaphore du combat et des armes pour qualifier l'action des antibiotiques sera reprise à l'envi aussi bien dans les discours proprement scientifiques que médiatiques ou publicitaires. L'antibiorésistance comme phénomène de résistance bactérienne généralisé est évoquée assez vaguement comme un « cela », accompagné d'un verbe au futur. Face à cette menace diffuse, le bilan actuel, avec un recul de 10 ans qui ne dit pas grand-chose des champs d'application des antibiotiques en dehors de la médecine humaine, « n'est pas si mauvais ». Enfin, on y trouve aussi la référence à une communauté scientifique, seule véritablement affectée par cette préoccupation, et à qui incombe la responsabilité de lui trouver un remède ; ce qui sous-entend que la solution, c'est-à-dire le programme d'action qui en découle, peut relever soit d'une question de dosage, soit de la découverte de nouveaux antibiotiques. La formule, « on le sait », dessine les contours d'une autre entité, associant de manière un peu floue journalistes et lecteurs du *Monde*, à travers ce que Sophie Moirand (2007, 2004) nomme un interdiscours<sup>2</sup>. Ainsi, en filigrane, circule l'existence d'une inquiétude dont « le grand public » a connaissance tout en déléguant à la communauté médicale la responsabilité de la traiter. Dans la déclaration d'Alexander Fleming et le commentaire journalistique qui l'enchâsse, on voit apparaître une interprétation du problème adossée à un phénomène d'autorité culturelle telle que l'envisage Joseph Gusfield (1996). Mais, se lit aussi un mode d'organisation de la prise en charge de la question qui distribue des tâches entre des acteurs et hiérarchise des discours. Ce qui est surtout flagrant est que cette interprétation délimite le périmètre du problème qui n'est alors, et pour longtemps, qu'un problème scientifique. C'est donc aux scientifiques de trouver les réponses adaptées à ce qui fait obstacle à la pratique médicale comme, par exemple, la résistance du staphylocoque. En 1953, un article salue la découverte de la magnamycine présentée comme le fruit de travaux destinés « à mettre au point des antibiotiques capables de combattre les nombreuses souches de staphylocoques résistants » (12/09/1953).

En 1957, la couverture journalistique du Congrès d'hygiène et du Congrès de nutrition fait surgir de nouveaux acteurs et motifs d'inquiétude. L'article rendant compte du Congrès d'hygiène évoque les inconvénients possibles pour les consommateurs de l'emploi des antibiotiques dans l'alimentation animale. Ainsi apprend-on incidemment que des antibiotiques sont fréquemment introduits dans l'alimentation des animaux d'élevage pour en favoriser la croissance. Les membres du Congrès réunis à l'Institut Pasteur concluent à l'innocuité de cette méthode et recommandent seulement aux éleveurs de cesser toute administration d'antibiotiques deux jours avant l'abattage. Même conclusion lors du Congrès de nutrition (03/08/1957) : « Les spécialistes ont étudié les possibilités qu'offrent pour certains animaux les nourritures mêlées d'antibiotiques. Ils sont parvenus à la conviction que les antibiotiques, tels la terramycine, sont capables de faire croître plus vite les porcs et les volailles et de leur donner un poids plus

<sup>2</sup> Pour la notion même d'« interdiscours », voir M. Pêcheux (1975).



élevé, et ce sans aucun inconvénient ». La confiance dans les antibiotiques est telle et elle fait naître de tels espoirs dans tous les domaines de l'existence qu'il semble inenvisageable d'attribuer des conséquences néfastes à leur usage.

Pourtant, au début des années 60, des dissonances pointent entre éleveurs et médecins. Dans la rubrique « Santé » du *Monde* qu'elle dirige, le docteur Claudine Escoffier-Lambiotte met régulièrement en cause les usages abusifs des antibiotiques dans l'élevage. À l'encontre des avis généralement partagés par ses pairs, celle-ci dénonce à de nombreuses reprises ce qu'elle appelle « le forçage » des animaux d'élevage, et le recours aux antibiotiques qui ne sont qu'une composante parmi d'autres des compléments alimentaires nuisibles à la santé humaine, avec les hormones et les tranquillisants. Ainsi contribue-t-elle à publiciser le problème que commence à poser la résistance des bactéries. Elle fustige les « mésusages » des antibiotiques en santé humaine à coup de prescriptions faites « à tort et à travers ». Elle met en circulation des contre-récits qui retournent le schéma narratif de l'épopée des antibiotiques. Dans un article du 5 octobre 1962<sup>3</sup> rendant compte des Entretiens de Bichat<sup>4</sup>, elle évoque les usages contemporains des antibiotiques en médecine humaine :

« Mais ces armes puissantes, auxquelles nous devons la disparition des épidémies, l'écrasement des infections et tant d'audaces chirurgicales, ne sauraient être inoffensives, et la plupart des accidents graves qui leur sont attribués résultent de leur emploi intempestif, ou inconsidéré.

Les antibiotiques, par exemple, qui se sont répandus dans les foules comme le sucre ou l'aspirine, et que l'on trouve mêlés aux sirops, aux collyres, aux crèmes, aux suppositoires et aux cachets achetés librement en pharmacie, ne sont pas dépourvus de toxicité, ni surtout d'effets secondaires inattendus et souvent redoutables ».

Citant l'intervention du docteur Sureau, médecin de l'Institut Pasteur, elle ajoute :

« De plus, a-t-il souligné, l'usage abusif des antibiotiques a déterminé une évolution lente et continue du monde microbien, caractérisé par la disparition des bacilles vulnérables, par le recul de toutes les affections microbiennes qui cèdent inéluctablement le pas aux maladies à virus contre lesquelles nous sommes encore désarmés ».

L'article est troublant à plus d'un titre. Il l'est sur le plan énonciatif par l'adhérence entre le discours journalistique et les discours scientifiques qui s'entremêlent et se prolongent mutuellement sans mise en perspective des uns par les autres. Il l'est aussi peut-être encore davantage sur le plan narratif, car il opère un retournement incomplet des places et des rôles actanciels<sup>5</sup>. Si, dans les récits épiques de la première heure, les antibiotiques occupaient la place du sujet qui accomplit les actions, force est de constater que, dans la seconde catégorie

<sup>3</sup> « La "Semaine médicale de Paris" et les entretiens de Bichat. Savoir apprécier le risque en fonction du service rendu » (05/10/1962).

<sup>4</sup> Les Entretiens de Bichat sont des sessions annuelles de formation médicale continue d'une durée d'une semaine à destination de médecins. Des enseignants-chercheurs y présentent de courtes interventions suivies de débats.

<sup>5</sup> Nous nous référons à la définition des schémas actanciels définis par V. Propp (1928) et repris par A. J. Greimas (1966).

de récits, apparue dans les années 60, ils ne sont plus qu'un adjuvant pour le médecin. Certes, ce dernier reste une « arme puissante », mais il n'est plus imparable ; bien plus, il pourrait s'avérer dangereux et glisser insidieusement vers la place de l'opposant. Sans toutefois évoquer directement l'antibiorésistance, cette mise en récit convoque aussi le modèle évolutionniste de l'adaptation, les bactéries ont évolué. À travers les flottements d'un tel récit, on saisit la difficulté qu'il peut y avoir à opérer un retournement complet des schémas actanciels faisant de ces « armes puissantes » que continuent d'être les antibiotiques une menace capable de se retourner contre ceux qui l'emploient. Cette ambivalence constitue une tension qui travaillera désormais durablement tous les récits journalistiques consacrés aux antibiotiques et à la montée de l'antibiorésistance.

Pour autant, les diatribes de la docteure Escoffier-Lambiotte ne ciblent pas exclusivement l'antibiorésistance en tant que telle. Cette question est souvent amalgamée à d'autres (comme l'usage des hormones dans l'élevage auxquels les antibiotiques sont fréquemment associés) et portée par une dénonciation beaucoup plus générale de comportements qualifiés « d'urbains » et de « modernes ».

À ce stade, et prise dans le réseau des discours médico-journalistiques, l'antibiorésistance n'est toujours pas un problème public à part entière, mais un des nombreux problèmes auxquels le progrès scientifique confronte les sociétés modernes. Ainsi le débat qu'il pourrait soulever se déplace-t-il sur un terrain qui oppose « les anciens », tenant du maintien d'une agriculture vivrière traditionnelle, aux « modernes », favorables aux transformations que le progrès scientifique permet d'introduire dans tous les domaines de l'existence. Pour limitée qu'elle soit, cette réaction n'en ouvre pas moins la voie aux revendications qui émergeront dans la sphère publique entre les années 1966 et 1976.

## L'élevage intensif en question (1966-1990)

Au cours de ces années, *Le Monde* continue de rendre compte assidûment des progrès médicaux accomplis par les antibiotiques, des espoirs que l'on peut fonder sur eux et des réussites obtenues dans les traitements d'un grand nombre de maladies. Pour autant, les voix discordantes de la docteure Escoffier-Lambiotte et d'autres experts qui signent les articles de la rubrique « Santé » du *Monde* et constituent une catégorie journalistique à part, à mi-chemin entre deux univers, se font entendre de manière insistante. Elles sont parfois rejointes par des institutions comme l'Académie de médecine pour réclamer une plus grande prudence dans les usages médicaux en santé humaine, ainsi qu'une législation renforcée sur les médicaments destinés à l'alimentation et la thérapie animale. Le fait que ces premiers signaux d'alarmes émanent, somme toute, du corps médical, est caractérisé par un discours à dominante prescriptive, comme l'attestent ces exemples emblématiques :

« Il nous paraît contre-indiqué d'instituer un traitement antibiotique pendant la phase proprement virale de la grippe (les trois premiers jours) » (18/12/1969).

« Eviter, chez l'enfant et l'adulte sains, la prescription systématique d'antibiotiques, qui, en dehors de leur coût, compromettent l'avenir de l'épidémie, les derniers grippés hériteront, par repiquage interindividuel, de germes de surinfection hautement résistants » (18/12/1969).

Par ses formes même, et tout en alertant sur les risques d'un usage incontrôlé des antibiotiques, ce discours contribue paradoxalement à renforcer un état de fait : la résistance des germes aux antibiotiques est un phénomène biologique qui relève de la compétence médicale, et d'elle seule. Le corps médical s'insurge prioritairement contre des usages « profanes », qui échappent totalement à son contrôle. Au cours des années 70, les articles de la docteure Escoffier-Lambiotte visent systématiquement les vides juridiques en matière de réglementation des usages des antibiotiques dans l'élevage ou les transgressions systématiques de la loi. Sa première cible concerne les colporteurs et la vente de médicaments par des marchands non agréés. Ce souci est aussi à l'ordre du jour des Entretiens de Bichat en octobre 1971, dont le thème principal porte sur « l'usage rationnel des antibiotiques ». Une autre journaliste-expert au *Monde*, Martine Allain-Regnault, conforte ces critiques en distinguant la « médication de circonstances » et la « médication de programme » appliquée à tous les animaux à des fins préventives. Les prises de position de l'Académie de médecine, notamment du professeur Henri Gounelle, renforcent cette ligne de critiques. Fait rare, le journal, quant à lui, s'engage en son nom propre dans cette lutte. Ainsi, dans une note du 23 octobre 1970, on peut lire qu'« à plusieurs reprises *Le Monde* (23/01 et 28/02/70) a souligné l'insuffisance de la législation relative à la pharmacie vétérinaire et la nécessité de réglementer des produits destinés à l'alimentation du bétail qui est faite pour l'instant librement par colportage, sur les marchés ».

Ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience, antérieure aux grandes crises sanitaires des années 90 et à l'émergence du concept *One Health*<sup>6</sup> (Une seule santé), d'un lien entre les formes d'élevages et les traitements appliqués aux animaux, et la santé humaine. D'un article à l'autre, ce lien n'est pas toujours très clair et l'on ne sait pas si la consommation immodérée d'antibiotiques par les animaux d'élevage produit davantage de bactéries résistantes dangereuses pour l'homme, si il peut y avoir une contamination directe de l'animal à l'homme ou si les humains ingèrent les résidus d'antibiotiques consommés par les animaux, ce qui, dans certains articles, pourrait les « rendre résistants ». De la part des journalistes, ces représentations restent parfois floues, mais elles reposent sur une intuition forte, dans la geste des mangeurs et des mangés, ce qui est consommé par les uns, affecte nécessairement les autres. Cette intuition est suffisamment puissante pour prendre la forme d'une demande d'action publique et de renforcement des cadres juridiques en matière d'élevage.

<sup>6</sup> Le concept *One Health* s'est développé à partir des années 90 afin de mettre en évidence la nécessité de développer des collaborations entre santé humaine, animale, et environnement dans la lutte contre un grand nombre de pathologies.

En 1972, le professeur Henri Gounelle demande que seul le Conseil supérieur d'hygiène publique et l'Académie des sciences soient juges en ce qui concerne l'adjonction systématique d'antibiotiques à la ration des animaux d'élevage. En 1973, il revient à la charge pour restreindre la vente sans ordonnance des produits à base de pénicilline. Des projets de loi (notamment portés par Simone Veil) sont annoncés et débattus à l'Assemblée nationale en 1974 et 1975, ce qui aboutit à la loi du 29 mai 1975<sup>7</sup>.

Les enquêtes médicales sur la présence de résidus d'antibiotiques dans la viande se multiplient. Leurs résultats sont largement médiatisés par des articles qui évoquent aussi la présence de résidus trouvés dans le lait et le poisson.

Cette dimension procédurale, telle qu'elle apparaît à la fin des années 60, marque une étape dans ce que l'on pourrait qualifier de « carrière » du problème de l'antibiorésistance (Cefai, 1995). Pour la sociologie des problèmes publics, ce qui fait que certains problèmes sociaux prennent une dimension particulière permettant de les qualifier de publics vient de ce qu'ils sont portés par une demande d'action publique. Tant que la résistance des bactéries ne renvoyait qu'à un débat de société un peu flou opposant les tenants d'une agriculture traditionnelle et vivrière aux progressistes séduits par le progrès scientifique, elle ne figurait qu'au nombre des nombreuses questions pouvant s'inscrire dans ce clivage assez général entre tradition et modernité. Ce n'était donc qu'une des mille facettes d'un problème social. Dès lors qu'elle devient le fer de lance d'une demande spécifique de réglementation et se déplace sur la scène politique, mobilisant des acteurs politiques, elle devient potentiellement un problème public.

Mais quel est le problème soulevé par cette demande de réglementation ? Est-ce l'antibiorésistance en tant que telle, dont on soulignera que la désignation n'existe pas encore dans les médias ? N'est-ce pas plutôt la question du contrôle de la prescription et de la vente de médicaments pour les animaux d'élevage ? De fait, ce sont surtout les médecins qui soulèvent ce problème, les vétérinaires interviennent à un moindre degré. Le seul exemple médiatisé par *Le Monde* est celui du professeur Ferrando de l'école vétérinaire de Maison-Alfort, président de la Commission interministérielle et interprofessionnelle de l'alimentation animale, qui est cité dans un article du 12 septembre 1973 car il propose de déterminer les doses résiduelles acceptables lors de l'administration d'antibiotiques à un animal et de garantir par un certificat le délai raisonnable entre le traitement et l'abattage. Dans ce débat opposant experts savants et usagers profanes, les éleveurs, que ce soit à titre individuel ou par le truchement des syndicats qui les représentent, ne s'expriment jamais. Sur le plan journalistique, on observe aussi qu'aucune enquête n'est faite sur les usages effectifs des antibiotiques dans l'élevage, ni sur les circuits de vente de ces produits par les fameux « colporteurs ». Le problème n'est pas appréhendé par les journalistes comme un sujet de société, il relève encore du débat médical.

<sup>7</sup> Pour une analyse détaillée des enjeux de cette loi ainsi que de l'évolution des cadres juridiques du médicament vétérinaire, voir L. Piet (2004).

En revanche, à partir des années 70, d'autres acteurs interviennent dans cette arène au nom de la défense des consommateurs en soulignant les effets des antibiotiques utilisés dans les élevages pour l'alimentation des humains. Les titres de quelques articles de Martine Allain-Regnault sont significatifs à cet égard : « Purifier l'alimentation » (12/09/1973) ou « Du "client roi" au consommateur militant » (06/11/1973). On pourrait considérer que, porté par les demandes des consommateurs, le problème se configure et acquiert une visibilité accrue dans l'espace public. En fait, il semble plutôt noyé dans une liste de critiques qui ciblent d'une manière générale tous les effets dus aux transformations des pratiques agricoles.

De fait, le problème spécifique de la résistance bactérienne recule à l'arrière-plan, derrière d'autres problèmes plus vastes, la qualité des aliments ou la pollution comme celle des eaux de rivières par les élevages piscicoles. La question « des facteurs de résistance » est, certes, encore souvent évoquée, mais jamais en titre, et souvent au détour d'une phrase imbriquée dans un énoncé plus général sur les méthodes des élevages intégrés, l'exploitation des océans, « la pollution chimique des aliments », « la pollution de l'assiette », c'est-à-dire « le progrès » :

« Le progrès technique, en accroissant la complexité des méthodes de fabrication, conduit les producteurs (agricoles et industriels) à utiliser des méthodes et des substances nouvelles dont l'accumulation et l'emploi simultané peuvent devenir dangereux [...]. Les résidus d'antibiotiques dans la viande immunisent à la longue ceux qui les absorbent » (06/11/1973).

L'évocation des usages incontrôlés des antibiotiques dans l'élevage devient aussi un leitmotiv des militants écologistes qui, dans les années 70, ajoutent cette question à la liste de leurs revendications. Pour autant, il ne faudrait pas en déduire que cette politisation du problème est complètement nouvelle. En réalité, dès les années 50, les antibiotiques ont constitué un enjeu politique et économique important. En 1949, la construction de la première usine d'antibiotiques en France par Rhône-Poulenc à Vitry-sur-Seine, grâce à des capitaux américains, répondait à plusieurs impératifs économiques dont le principal était de permettre à la France de ne plus dépendre d'importations américaines en matière d'antibiotiques. Mais, au-delà de la conquête de cette autonomie, il faut considérer que les antibiotiques représentent aussi un enjeu sensible pour les échanges commerciaux pendant la Guerre froide. Ils font partie de la liste des 54 produits qualifiés de « stratégiques » et soumis à embargo par les Occidentaux à partir de 1954. D'ailleurs, des articles évoquent diverses affaires d'espionnage industriel dans lesquelles l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) est accusée d'avoir essayé de s'emparer de formules d'antibiotiques. La menace de la guerre bactériologique est aussi évoquée à plusieurs reprises par l'Organisation des Nations Unies (ONU) dès 1952. Au niveau des relations Nord/Sud, il faut aussi souligner que posséder la maîtrise des antibiotiques et pouvoir occasionnellement en faire don lors de catastrophes naturelles ou par l'intermédiaire de diverses administrations coloniales font partie des relations asymétriques entre pays du Nord et du Sud.

En revanche, à partir des années 70, les antibiotiques deviennent la cible de critiques écologistes qui mettent en cause l'économie des élevages intégrés comme en témoigne un article de Pierre Viansson-Ponte (27/03/1978) intitulé

« La fatalité a bon dos » et qui dénonce pêle-mêle les sociétés pétrolières responsables de la marée noire, la Caisse des dépôts et consignations propriétaire de logements mal construits et l'élevage intégré :

« La mixture, les médicaments, sont fournis par des grandes sociétés multinationales qui avancent aussi aux éleveurs "intégrés" l'argent nécessaire à l'achat des veaux et aux investissements, et qui saisissent les biens et les exploitations quand, à la suite d'une mauvaise année ou d'une épidémie, voire d'une modification des produits utilisés, les paysans sont trop en dettes ».

Il faut souligner l'ambivalence de cet article du point de vue de la constitution de l'antibiorésistance en problème public, car il est l'un des premiers à faire état des conditions économiques qui sous-tendent la consommation des antibiotiques dans l'élevage. Pour autant, la résistance des bactéries n'est même pas évoquée et l'élevage intégré n'apparaît que comme un des multiples problèmes sociaux et économiques listés par l'article. En revanche, on observe que les responsables désignés ne sont plus les colporteurs, mais les industries productrices de farines animales qui contrôlent les élevages intégrés. La question est complexe car, parallèlement, les groupements d'éleveurs peuvent bénéficier d'une dérogation à la loi du 29 mai 1975 dans le cadre de programmes sanitaires d'élevage agréés. Face à cette situation, le Conseil de l'Ordre des vétérinaires donne sa démission en 1980, affirmant « qu'à l'action sanitaire s'est substitué une action thérapeutique curative, aboutissant à une consommation considérable et incontrôlée de médicaments divers [...] dont les résidus ne sont pas sans incidence sur la santé publique » (26/06/1980).

L'imputation de responsabilité épargne généralement les éleveurs qui apparaissent, la plupart du temps, comme victimes et prisonniers du système qui les fait vivre. La dénonciation des élevages intégrés peut prendre plusieurs formes. Ce peut être la critique du « veau de batterie » accusé d'ingérer non seulement des antibiotiques mais aussi des hormones, des tranquillisants ou des anabolisants, de sorte que, au fil des articles, la spécificité de la menace générée par l'abus d'antibiotiques se dilue. D'autres articles vantent les mérites de l'agriculture biologique à travers les récits d'expériences d'agriculteurs convertis.

En revanche, les débats sur les effets des antibiotiques sur la croissance animale restent circonscrits à la communauté scientifique et ne s'ouvrent pas à des prises de parole profanes de la part des usagers, consommateurs ou éleveurs. Ainsi, en 1985, *Le Monde* rend-il compte d'un débat entre deux revues scientifiques prestigieuses, *Science* et *Nature*, sur les dangers pour les êtres humains de l'utilisation des antibiotiques dans l'élevage. *Science* défend les résultats d'une enquête qui remet en cause cette utilisation, contre *Nature* qui conteste ses conclusions. Une citation de *Science* (1985) est révélatrice : « La manière dont les antibiotiques pourraient augmenter la croissance des animaux fait l'objet d'un débat passionné *dans les milieux scientifiques* » (nous soulignons). Cette manière de circonscrire le problème à la communauté scientifique alors même que le périmètre de ses conséquences semble de plus en plus étendu est assez caractéristique. Ainsi un article de Franck Nouchi intitulé « Les sauts périlleux de la salmonelle » (03/12/1986) constate-

t-il que, face aux « salmonelloses résistantes aux antibiotiques : *les médecins* sont de plus en plus confrontés à ce casse-tête thérapeutique » (nous soulignons).

À la fin des années 80, la résistance des bactéries aux antibiotiques reste un problème dont les causes font débat dans les milieux scientifiques. Repris par les discours écologistes, il est généralement dilué, amalgamé à d'autres questions, intégré à la longue liste des dénonciations d'un système économique et politique. Il n'est jamais configuré comme un problème public spécifique, de manière paradoxale car remédier à ce problème conduirait, par des effets en chaîne, à prendre en considération la plupart des autres questions soulevées par les militants écologistes.

Au cours de cette période qui couvre une vingtaine d'années, les articles publiés dans les années 70 peuvent donner l'impression que l'arène du problème se configure en ouvrant la porte à de nouveaux acteurs, consommateurs ou acteurs politiques *via* les tentatives de réglementation autour de l'année 1975. Le problème semble se focaliser sur les usages agricoles, parfois à travers des polémiques qui sollicitent l'expertise scientifique sur les dangers avérés ou non de ces pratiques pour les humains. Ainsi, et peut-être aussi parce que la question reste confinée à la rubrique « Santé », le traitement journalistique de la question par *Le Monde* donne-t-il la priorité aux acteurs en charge de la santé humaine ou animale (le Conseil de l'Ordre des vétérinaires, par exemple) sans ouvrir ses colonnes à d'autres voix (éleveurs ou militants écologistes). À l'époque, les thèmes portés par les militants écologistes sont bien présents, mais reformulés par les journalistes à travers un recouvrement énonciatif. L'impression initiale que l'on pouvait avoir d'une configuration et d'une ouverture de l'arène du problème se dissipe donc au cours des années 80. Mais ces mouvements successifs d'ouverture et de fermeture traduisent aussi, dans les plis des articles et de manière implicite, le fait que l'antibiorésistance est également devenue un enjeu de pouvoir pour des acteurs économiques (entreprises agro-alimentaires, producteurs de farines animales, industrie pharmaceutique) dont la présence et l'action ne sont en revanche jamais traitées de manière spécifique et approfondies par les articles. En réalité, les bénéfices importants de l'industrie pharmaceutique sont traités dans les pages économiques du journal et n'affectent les pages « Santé », qu'à travers d'articles dénonçant le coût de plus en plus important des antibiotiques pour la santé publique. Il revient donc au lecteur de tisser des liens entre ces diverses facettes du problème.

## Mobilisation gouvernementale et fragmentation du problème (1990-2012)

Au cours de ces années, la médiatisation de l'émergence ou de la réémergence de diverses maladies relance la question de la résistance, qu'il s'agisse de la recrudescence de maladies sexuellement transmissibles (MST), de l'apparition de formes résistantes de tuberculose ou de maladies nosocomiales faisant l'objet, en juin 1997, d'un premier rapport de Bernard Kouchner, alors secrétaire d'État

chargé de la Santé. Sur le versant des pratiques agricoles, les questions soulevées par l'élevage intégré restent à l'ordre du jour; mais, surtout, les conflits liés au maïs transgénique – en raison de la présence de marqueurs de résistance aux antibiotiques – orientent les débats dans une direction nouvelle et font émerger de nouveaux acteurs comme la Confédération paysanne qui, selon un article du mois d'avril 1997, « veut mettre fin au productivisme de l'agriculture » (13/04/1997).

Il est vrai que le contexte devient plus favorable à ce type de remise en question depuis que « la crise de la vache folle » a mis en lumière des dysfonctionnements graves dans la filière viande en Europe. Les scientifiques multiplient les signaux d'alarme, le phénomène s'internationalise<sup>8</sup> et les porteurs du problème n'appartiennent plus seulement au monde médical, mais relèvent aussi d'autres disciplines scientifiques. Désignés comme « experts » ou « chercheurs »<sup>9</sup>, ils dessinent les contours d'une communauté scientifique plus large. Les nouvelles s'événementialisent aussi quelque peu. Auparavant, le point de départ d'un article était souvent une réunion de l'Académie de médecine, la remise d'un prix scientifique, des déclarations faites par des membres du corps médical ou la découverte de nouveaux antibiotiques, mais, le 12 juillet 2002, c'est la découverte d'une souche de staphylocoque résistante à la vancomycine qui fait l'objet d'un article dans *Le Monde*.

À partir de 1997, Bernard Kouchner lance une alerte devant l'augmentation inquiétante des maladies nosocomiales. Le secrétaire d'État à la Santé rend publique une étude réalisée par les centres régionaux de pharmacovigilance (« Bernard Kouchner révèle les conséquences des effets secondaires de la consommation de médicaments, 13/11/1997). À cette occasion, il stigmatise « "la surconsommation" médicamenteuse française, précisant que les Français achètent deux fois plus d'antibiotiques que les Anglais ».

Des articles accompagnent la mise en place du plan pluriannuel « pour préserver l'efficacité des antibiotiques ». Ils se font l'écho de son appel à la « mobilisation contre la surconsommation d'antibiotiques ». Le désignant *mobilisation* est repris par les journalistes du *Monde* comme dans cet article du 21 novembre 2001 : « Bernard Kouchner n'hésite pas à parler de "mobilisation générale" pour marquer sa volonté de "sensibiliser" les médecins et les patients »<sup>10</sup>. En fait de « mobilisation générale », c'est précisément la relation patient-médecin qui sera la cible de la campagne de 2002 visant à réduire la consommation d'antibiotiques en santé humaine. Les articles mettent en évidence la manière dont cette campagne met en œuvre le cadre d'interprétation fixé par celui qui est maintenant ministre délégué à la Santé. Un article du 8 octobre

<sup>8</sup> « Alerte rouge planétaire face à la virulence du bacille de Koch » (03/1998)

<sup>9</sup> Voir « Les experts ne cessent de le répéter : les infections causées par des bactéries résistantes aux antibiotiques deviennent un véritable problème de santé publique » (21/06/1997), « Le regain des maladies infectieuses inquiète les experts » (03/1998) et « La progression des résistances bactériennes aux antibiotiques inquiète les chercheurs » (04/2004).

<sup>10</sup> « La moitié des prescriptions d'antibiotiques sont injustifiées » (21/11/2001).



2010<sup>11</sup>, analyse justement les objectifs de la nouvelle campagne financée par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) et éclaire les représentations qui la sous-tendent. La surconsommation serait due à la demande des patients ou au manque de temps des médecins. Les motivations des premiers seraient la conséquence des impératifs du monde du travail ou l'impossibilité de faire garder un enfant malade, les seconds seraient d'autant plus enclins à prescrire des antibiotiques qu'ils n'auraient pas le temps de dialoguer avec leurs patients afin de leur expliquer pourquoi ils n'en ont pas besoin. Ils se protégeraient aussi plus facilement de cette manière contre d'éventuels recours. Aucune de ces affirmations générales à portée sociétale n'est étayée par une référence à une étude précise. Elles semblent aussi ignorer les stratégies marketing de l'industrie pharmaceutique et les pressions que certains laboratoires exercent sur les médecins généralistes bien mises en lumière par l'étude de Quentin Ravelli (2013).

Tous ces éléments participent à la mise en place d'une nouvelle interprétation. Celle-ci articule de manière convergente les discours d'un ministre, d'un grand média d'information et d'une campagne de communication de grande ampleur financée de surcroît par l'Assurance maladie. Cette interprétation se concentre sur la santé humaine et laisse de côté les aspects agricoles et environnementaux du problème. De ce fait, et de manière assez paradoxale, la grande mobilisation concourt à la fragmentation du problème. Cette interprétation a aussi des conséquences en termes de programmes d'action puisque, en limitant le problème de l'antibiorésistance à la consommation d'antibiotiques en santé humaine, elle réduit aussi considérablement le périmètre des actions à entreprendre et consacre la scission entre les ministères chargés de les appliquer.

La menace représentée par l'augmentation des maladies nosocomiales a aussi fait l'objet de nombreux articles. Néanmoins, à l'encontre de la plupart des événements médiatisés dans la presse écrite, les victimes sont toujours anonymes et réduites à des évaluations chiffrées :

- « Une bactérie résistante aux antibiotiques fait 18 morts dans les hôpitaux » (12/12/2003) ;
- « 7 personnes infectées par une bactérie résistante à Créteil » (30/12/2003) ;
- « Des infections nosocomiales ont tué 14 personnes cette année dans le Pas-de-Calais » (31/08/2006).

Cet anonymat des victimes ne permet pas au lecteur de se projeter dans leur vécu, de sorte que les conséquences de la résistance bactérienne restent un phénomène relativement abstrait. Les infections dont il s'agit ne sont pas non plus précisées ; regroupées sous la désignation générique « des maladies nosocomiales », elles semblent enfermées dans les limites de l'univers hospitalier, tenues à distance et relativement euphémisées. Le seul exemple qui échappe à ces procédés est celui de

<sup>11</sup> « Mobilisation contre la surconsommation d'antibiotiques » (08/10/2002).

Guillaume Depardieu qui, non seulement publicise son histoire personnelle, mais fonde encore une association de victimes de maladies nosocomiales. Ce cas est unique, et certainement lié à la notoriété ainsi qu'à la personnalité du jeune acteur. Il n'existe aucun autre exemple de ce type qui permettrait de mettre un nom, un visage sur une victime et de raconter son histoire. Il en ressort que le problème de l'antibiorésistance n'est pas sensible dans l'espace public ; il reste un phénomène biologique expliqué par des scientifiques, même si les signaux d'alarmes lancés par ceux-ci signent la fin de « l'âge d'or des antibiotiques ». Faute de victimes pourvues d'une identité et d'un pouvoir d'action, il est intraduisible dans une grammaire des droits qui en ferait un objet d'action publique. Faute de nom pour l'appréhender comme une entité, il n'a pas d'existence publique. Avant 2002, la dénomination n'existe pas. Les désignations du phénomène sont diverses, (« résistance des bactéries », « facteurs de résistance microbienne »...), mais ne constituent pas une dénomination<sup>12</sup>. Or, la dénomination a deux fonctions principales. Elle contribue à objectiver ce qu'elle désigne de sorte que cela existe en dehors d'un point de vue (Siblot, Reboul-Touré, 2007). Ici, les diverses désignations comme « facteurs de résistance » ou « phénomène de résistance » en font un objet d'étude médicale, enclot dans le discours médical.

La dénomination a aussi pour effet de totaliser ce qu'elle désigne sous une description. Ce phénomène de totalisation joue un rôle cognitif et permet de comprendre ce à quoi l'on se réfère ainsi que de le doter d'une identité (Kleiber, 1984). En 2004, le séisme suivi d'un raz de marée qui ravagea les côtes de l'océan Indien devint très vite « Le tsunami ». Dans les titres du *Monde*, l'événement ainsi totalisé pouvait regrouper une diversité de nouvelles sous sa description sur le modèle : « Tsunami : mobilisation sans précédent au secours de l'Asie dévastée », par exemple. On ne retrouve rien de tel à propos de l'*antibiorésistance* qui n'est pas un mot-événement, à l'instar de *la vache folle*, correspondant aux moments d'une crise ou d'une affaire. Les titres à deux segments d'unités sont absents du corpus. En fait, jusqu'en 2014, il n'y a pas un problème de l'antibiorésistance, mais une myriade de problèmes liés à l'augmentation de la résistance des bactéries aux antibiotiques : recrudescence de maladies disparues, tuberculose ou MST, augmentation des maladies nosocomiales, organismes génétiquement modifiés. La dénomination ne recouvre pas qu'une maladie, comme l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB – ou maladie de la vache folle) ou le sida, mais une multiplicité de pathologies. Non seulement, le problème n'est pas sensible du fait de l'anonymat des victimes, mais il semble insaisissable du fait de sa dissémination.

<sup>12</sup> On rappellera la distinction établie par G. Kleiber (2012) entre dénomination et désignation : « Une expression (simple ou polylexicale) est la *dénomination* (ou *name*) d'une entité, si cette entité a eu par convention cette expression comme *name*, i.e. si elle a réellement été dénommée ou appelée ainsi (cf. *librairie* pour le magasin où l'on vend des livres, *nager* pour une certaine manière de se déplacer dans l'eau et *Paul* pour le voisin du dessus, s'il s'appelle... Paul). On parle de *désignation* quand l'expression n'a pas été attribuée *a priori* en propre à l'entité à laquelle elle renvoie, mais qu'elle permet néanmoins d'y accéder par l'intermédiaire des informations (descriptives ou autres) qu'elle comporte (cf. le magasin où l'on vend des livres pour « librairie », le voisin du dessus/cet homme pour Paul, etc.) ».

## Conclusion

Le traitement journalistique des antibiotiques et de l'antibiorésistance par *Le Monde* est éclairant dans la mesure où il donne à lire et à comprendre les points de blocages qui ont contribué, sur le long terme, à empêcher l'émergence de l'antibiorésistance comme problème public. Ainsi observe-t-on que la prégnance du récit fondateur de la découverte des antibiotiques a longtemps perduré, rendant difficile le retournement actanciel qui ferait d'un « médicament miracle » une menace pour la santé publique. La coexistence du récit héroïque de l'épopée des antibiotiques et du contre-récit de la montée de l'antibiorésistance avait de quoi déstabiliser. Il faut aussi souligner que, en dehors d'interventions ponctuelles d'acteurs tels les militants écologistes ou des associations de consommateurs, le problème n'a jamais trouvé son public et qu'il a essentiellement été porté par des membres du corps médical ; là encore, cela a eu pour conséquence de produire des effets ambivalents. Si la caution médicale a pu garantir la solidité scientifique du phénomène et le rendre incontestable, elle a aussi contribué involontairement à l'enfermer dans le discours médical rendant malaisée son appropriation sociale et produisant un effet de « confinement sectoriel » bien analysé par Francis Chateauraynaud et Didier Torny (1999)<sup>13</sup>. Lorsque d'autres acteurs se sont souciés de son existence, ils ont pris pour cible des phénomènes beaucoup plus généraux comme le progrès ou la modernité, faisant de l'antibiorésistance un sous-problème emblématique ou symptomatique de ces problèmes plus vastes. On constate aussi que l'internationalisation de la question a été tardive et porte la marque des relations géopolitiques des périodes considérées. Mais, surtout, c'est l'absence d'unité du problème et sa dissémination dans une quantité de problèmes variés qui rend son approche difficile. L'absence de lien entre ses diverses facettes est aussi le reflet de multiples fractures institutionnelles, entre médecine humaine et animale, par exemple, ou santé, agriculture et environnement. On a enfin souligné que l'anonymat des victimes contribuait à son invisibilité. L'impossibilité de partager une expérience perceptuelle du problème l'a cantonné à un rôle très abstrait, celui d'un argument, dérobant au public la nature sensible de ses conséquences physiques.

Si l'on veut condenser encore davantage ces explications, on dira que, en France, jusqu'en 2013, l'antibiorésistance est un problème scientifique qui a été soit amalgamé à des problèmes sociaux assez généraux, soit fragmenté en une myriade de problèmes. Le sujet est encore insensible et insaisissable. Cette fragmentation a aussi pour conséquence de rendre impossible des imputations de responsabilités qui concernent, de fait, une multiplicité d'acteurs ; ceux-ci se renvoyant sans fin la balle. Ainsi personne ne peut-il véritablement transformer ce phénomène scientifique en une cause au nom de la société dans son ensemble. L'autre conséquence tient au fait qu'il paraît impossible de traiter l'antibiorésistance dans sa globalité et que toute action portant sur

<sup>13</sup> À cet égard, il est intéressant de comparer le cas français avec la campagne au Royaume-Uni intitulée « Antibiotic Guardians » qui repose sur une vaste mobilisation citoyenne destinée à protéger les antibiotiques ou avec celle du Pew Charitable Trust (organisation à but non lucratif) aux États-Unis qui incite à l'émergence de publics actifs (restaurateurs, distributeurs, etc.).

un versant du problème (diminuer la consommation d'antibiotiques en santé humaine, par exemple) laisse de côté les autres versants par où elle se développe. Le problème profite ainsi des lignes de fractures qui structurent les catégorisations des sociétés qui lui sont confrontées et éclaire d'une lumière particulièrement crue leur inopérabilité.

## Références

- Arquembourg J., 2011, *L'Événement et les médias*, Paris, Éd. des Archives contemporaines.
- Cefaï D., 1996, « La constitution des problèmes publics », *Réseaux. Communication, technologie, société*, 75, p.43-66.
- Chateauraynaud F., Torny D., 1999, *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 2013.
- Dewey J., 1927, *Le Public et ses problèmes*, trad. de l'américain par J. Zask, Paris, Gallimard, 2010.
- Greimas A. J., 1966, *Sémantique structurale : recherche et méthode*, Paris, Larousse.
- Gusfield J., 1996, *Contested meanings. The construction of alcohol problems*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Kleiber G., 1984, « Dénomination et relation dénominate », *Langages*, 76, pp. 77-94.
- Kleiber G., 2012, « De la dénomination à la désignation : le paradoxe ontologico-dénotatif des odeurs », *Langues française*, 174, pp. 45-58.
- Koselleck R., 1988, *Le Futur Passé*, trad. de l'allemand par J. Hoock et M.-C. Hoock, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990.
- Moirand S., 2007, *Le Discours de la presse quotidienne*, Paris, Presses universitaires de France.
- Moirand S., 2004, « La circulation interdiscursive comme lieu de construction de domaines de mémoire par les médias », pp. 373-385, in : Lopez Muñoz J. M., Marnette S., Rosier L., eds, *Le Discours rapporté dans tous ses états*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Organisation mondiale de la Santé, 2014, *Antimicrobial Resistance. Global report on surveillance*, Genève, Organisation mondiale de la santé.
- Pêcheux M., 1977, *Les Vérités de La Palice*, Paris, F. Maspero.
- Piet L., 2004, « La "traçabilité" des produits vétérinaires, entre intérêt sanitaire et intérêt économique. Un exemple d'analyse sociologique de la production des normes juridiques (enquête) », *Terrains et Travaux*, 6, pp. 30-48.
- Propp V., 1928, *Morphologie du conte*, trad. du russe par M. Derrida, T. Todorov et C. Kahn, Paris, Éd. Le Seuil, 1965.
- Ravelli Q., 2013, *La Stratégie de la bactérie. Biographie sociale d'une marchandise médicale*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Reboul-Touré S., 2007, « "Dénominations" en discours : un terrain metalinguistique », pp. 195-201, in : Cislaru G., Guérin O., Morim K. et al., eds, *L'Acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- Siblot P., 2007, « Nomination et point de vue : la composante déictique des catégorisations sociales », pp. 25-38, in : Cislaru G., Guérin O., Morim K. et al., eds, *L'Acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- Widmer J., 2010, *Discours et cognition sociale*, Paris, Éd. des Archives contemporaines.